

Plus qu'une participation à l'effort de guerre Les travailleuses de l'arsenal

Brigitte Violette

Numéro 95, 2008

Québec 400 ans : une histoire au féminin

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/6851ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Violette, B. (2008). Plus qu'une participation à l'effort de guerre : les travailleuses de l'arsenal. *Cap-aux-Diamants*, (95), 10–15.



■
Arsenal fédéral, secteur
de la côte du Palais
(ancien édifice de la fonderie)
fabrication des amorces, 1943.
(Parcs Canada, CSQ,
Centre de documentation
SPC : 101/01/IC-100).

PLUS QU'UNE PARTICIPATION À L'EFFORT DE GUERRE LES TRAVAILLEUSES DE L'ARSENAL

PAR BRIGITTE VIOLETTE

Le 11 avril 2008, le gouvernement fédéral annonçait la désignation des « Travailleuses de l'industrie des munitions militaires au Canada » à titre d'événement d'importance historique nationale. Cet acte commémoratif prend racine à Québec où fut fondée la Cartoucherie de Québec, le 22 décembre 1879. Créée à la suite d'une décision du Conseil privé afin d'approvisionner la milice canadienne en munitions de petit calibre, cette entreprise d'État, communément appelée Arsenal fédéral par la suite, est le premier établissement gouvernemental au Canada spécialisé dans la fabrication de cartouches et d'obus ainsi que dans le contrôle de la qualité. Au cours des deux conflits mondiaux du XX^e siècle, l'Arsenal sera, en termes de production, l'une des principales composantes de l'industrie de guerre du pays. Il n'est donc pas étonnant que l'Arsenal ait joué un rôle de premier plan sur le front industriel durant les deux guerres mondiales. Or, un tel approvisionnement n'aurait pu s'effectuer si les dirigeants de l'Arsenal n'avaient pas eu recours de façon significative à la main-d'œuvre féminine.

PIONNIÈRES D'UNE INDUSTRIE

Si l'historiographie a amplement démontré que les deux conflits mondiaux ont favorisé l'entrée massive des femmes dans des emplois non

traditionnels – notamment dans l'industrie aéronautique –, cette observation ne prévaut pas pour les ouvrières fabriquant des munitions militaires. Cette image, d'abord véhiculée en 1916 par la campagne de propagande de la Commission impériale des munitions, mandatée notamment pour résoudre la grave pénurie de main-d'œuvre masculine mobilisée sur le front militaire et industriel alors que la Grande Guerre fait rage, fut reprise et répandue par la littérature par la suite. Or, cette perception s'avère erronée puisque l'histoire de l'Arsenal fédéral de Québec nous révèle que l'industrie des munitions militaires a toujours compté sur la main-d'œuvre féminine et que celle-ci a toujours représenté une forte proportion du nombre d'employés.

Comme il n'existe aucune synthèse sur l'histoire de l'industrie des munitions au Canada, il est impossible, à l'heure actuelle, de dresser un portrait complet du rôle des femmes dans cette industrie et de bien mettre en perspective l'expérience spécifique des travailleuses de l'Arsenal fédéral de Québec. Une étude exhaustive s'attarderait aux nombreuses dimensions liées à la présence des femmes dans cette industrie, notamment aux rapports entre les sexes dans l'organisation du travail, rapports comparables, à plusieurs égards, à ceux qui prévalent dans d'autres industries embauchant massivement les

femmes en temps de paix ou de guerre. Malgré ces réserves, il n'en demeure pas moins que les enquêtes orales menées par Parcs Canada auprès des anciennes travailleuses de l'Arsenal fédéral de Québec durant les années 1970 et 1980, de même que les rapports annuels des surintendants ainsi qu'une partie de leur correspondance avec le sous-ministre du ministère de la Milice et de la Défense permettent de faire état de l'apport essentiel de cette main-d'œuvre à la défense du pays et à l'effort de guerre.

Ainsi, en 1882, soit en pleine période de rodage du matériel et de familiarisation du personnel à la complexité de la fabrication de la cartouche destinée au fusil Snider-Enfield, quinze des 37 employés de la première cartoucherie du genre, à être organisée dans un dominion britannique, sont des femmes. Si la documentation ne permet pas d'établir une intention manifeste de la direction d'embaucher des femmes, il ne fait nul doute que la faible rémunération qui leur est accordée, à titre de travailleuses à la pièce, concourt à leur présence sur les premières listes d'employés de l'entreprise. Et de fait, parmi les 25 employés payés à la pièce pour l'année 1883, quinze sont des femmes. Les travailleuses sont donc payées au rendement alors que les ouvriers spécialisés, tels les mouleurs, les fondeurs et les mécaniciens, sont payés à la semaine. Toujours en 1883, les salariés obtiennent en moyenne 1,50 \$ par jour alors que les employés à la pièce n'ont en moyenne que de 0,25 à 0,35 \$ par jour. Outre cette inégalité dans le mode de rémunération, les employés payés à la pièce reçoivent leurs gages en différé. Enfin, les employés doivent travailler 60 heures durant une semaine de six jours ouvrables pour obtenir leur rémunération.

La rémunération à la pièce est d'ailleurs fort répandue à l'époque, notamment dans les indus-



tries du textile et du vêtement où les femmes constituent une large part de la main-d'œuvre. Plus encore, la plupart des ouvrières d'industrie sont payées à la pièce et non à l'heure. Cela signifie adopter un rythme de travail de plus en plus accéléré si l'ouvrière veut augmenter son salaire ou bénéficier de la prime de rendement. Elle est également à la merci de bris de machine sans compensation salariale. À l'Arsenal fédéral, la rémunération à la pièce était toujours en application en 1899 et il est impossible de préciser avec exactitude la période où les ouvrières ont commencé à recevoir un salaire. Par contre, il semble que ce mode de rémunération ait été généralisé durant les deux guerres mondiales.

Les ouvrières de l'Arsenal se recrutaient parmi les très jeunes filles ou les femmes d'âge mûr, veuves ou célibataires. Astreintes à de longues journées de travail, ces femmes – bien souvent des adolescentes de quatorze, quinze ou seize ans – ne jouissaient pas, malgré le statut gou-

■ François Hallé, contremaître, et les travailleurs de l'atelier d'assemblage sur les plaines d'Abraham, 1902. (Parcs Canada, CSQ, Centre de documentation SPC : 164/02/1C-109).



■ Balles de 1 po. prêtes pour l'assemblage, Arsenal fédéral Val-Rose (Valcartier), 1943. (Coll. Parc-de-l'Artillerie).



Léa Gagnon devant l'entrée
 des femmes de l'atelier
 d'assemblage sur les plaines
 d'Abraham, 10 octobre 1927.
 (Parcs Canada, CSQ,
 Centre de documentation
 SPC : 164/02/IC-150).

vernemental de cette entreprise, de meilleures conditions de travail que les autres ouvrières du pays. Selon une brochure publiée par Parcs Canada, la main-d'œuvre féminine présentait aussi des particularités qui la rendirent indispensable au bon fonctionnement de l'Arsenal de Québec. Les femmes faisaient preuve d'une grande patience dans le domaine de l'inspection des balles et des douilles. Mais, par dessus-tout, elles constituaient une main-d'œuvre à bon marché et elles recevaient les salaires les plus bas.

Pendant toute la période étudiée, les femmes mariées n'étaient pas admises à travailler à l'Arsenal selon la politique officielle de l'entreprise. Or, les enquêtes orales menées auprès de travailleuses démontrent que certaines femmes ont déjoué ce règlement en cachant leur véritable statut civil. Signalons également qu'en 1942, l'Arsenal créait le Service social industriel avec le mandat d'aider les filles-mères travaillant aux arsenaux de la région de Québec. La création de ce service marquait une modification dans la mentalité des dirigeants de cette entreprise pour qui le fait de « tomber enceinte » n'était plus une cause de renvoi. En janvier 1949, ce bureau avait aidé plus de 300 filles-mères depuis son ouverture en novembre 1942. Elles avaient été dirigées vers l'hôpital de la Miséricorde, puis, vers le Service familial de Québec chargé de leur « réhabilitation ».

UNE PRÉSENCE ASSIDUE

Affectées, selon toute vraisemblance au remplissage, à l'assemblage et à l'inspection des cartouches, les travailleuses exécuteront, et ce, dès le début, des opérations qui présentent de sérieux risques d'explosion. Or, pour minimiser le risque auprès de la population, les installations de nature dangereuse sont localisées sur les plaines d'Abra-

ham (Cove Fields), d'où la présence probable de la plupart d'entre elles à cet endroit, en raison de la nature de leur travail. Jusqu'à l'ouverture de nouvelles installations sur les plaines d'Abraham, en 1884, la fabrication de l'amorce, de même que le chargement et l'assemblage des cartouches étaient effectués dans l'ancien laboratoire de l'Artillerie royale britannique des Cove Fields.

En 1885, le soulèvement des Métis dans le Nord-Ouest suscite une hausse soudaine de la demande en munitions militaires, et l'administration de la Cartoucherie embauche plus de personnel pour faire face à cette situation. Avec le début de la production d'obus à la Cartoucherie, en 1887, les femmes se voient attribuer la tâche de les remplir et de les inspecter. En 1896, la fabrique de Québec amorce la production d'une cartouche adaptée aux armes d'un diamètre de .303 pouce. Cette munition composée d'une douille, d'une capsule contenant une amorce fulminante, d'un explosif propulseur et d'une balle nécessitait une fabrication longue et compliquée. Au cours de la guerre d'Afrique du Sud, la cartoucherie connaît un grand essor tandis qu'on y ajoute de nouvelles installations comme une fonderie. À cette époque, l'effectif de l'Arsenal s'élève à environ 350 hommes et femmes.

Avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, le 4 août 1914, l'Arsenal augmente sans cesse sa production et embauche de plus en plus de personnel. Résultat : d'environ 350 personnes en 1912, l'effectif de cette entreprise gouvernementale passe à 553 en 1915, puis à 818 en 1916, et à 858 en 1917. Entre-temps, lorsque l'apport tant de l'Arsenal que des deux usines privées (la Dominion Cartridge Company de Brownsburg, située au nord-ouest de Montréal, et l'usine Ross Rifle de Québec, qui se lance, en 1907, dans l'assemblage de la cartouche .280 pour le fusil Ross

qui était fourni à la milice canadienne) s'avère insuffisant, en 1916, le Conseil privé à Ottawa décide de construire une nouvelle fabrique de cartouches à Lindsay (Ontario) et de l'intégrer à la structure de l'Arsenal fédéral. Par le fait même, l'Arsenal de Lindsay sera dirigé par le surintendant de Québec.

Enfin vers 1918, au zénith de la production, l'Arsenal aura besoin de 929 ouvriers, dont près du quart seront des femmes, pour fabriquer des munitions militaires. Il n'est donc pas étonnant que les ateliers de remplissage des plaines d'Abraham ne suffisent plus à la tâche et que pour y remédier les autorités de l'Arsenal décident de nicher une centaine de femmes dans le grenier des Nouvelles Casernes de la côte du Palais. Ces travailleuses devaient s'occuper exclusivement de l'inspection des douilles et des balles. Il en fut de même lors du second conflit mondial alors qu'on y logea à nouveau quelques dizaines de femmes. Quant aux ateliers des plaines d'Abraham, les bâtiments seront démolis en 1938 et leur personnel transféré la même année dans les nouvelles installations de Val-Rose situées près de la base militaire de Valcartier. Entre 1884 et 1938, jusqu'à 200 femmes se relayeront pour assurer les dernières opérations d'assemblage d'obus et de cartouches. À l'époque, la capacité de production de l'Arsenal est de 9 millions de cartouches par année.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement canadien décide que l'Arsenal

fédéral de Québec ne produira plus que des munitions de petit calibre. En vertu de cette décision, l'Arsenal se spécialisera dans la fabrication d'un produit extrêmement complexe, qui nécessitait près de 100 opérations. Lors de sa création, en avril, le ministère des Munitions et des Approvisionnements devint propriétaire des arsenaux fédéraux. En mai 1940, le ministère porte sa capacité à 150 millions de cartouches. Pour faire face à ce défi, le ministère de la Défense nationale achète les ateliers du Canadien National situés à Saint-Malo, entreprend d'en tripler la superficie, d'y déménager les équipements de la fonderie et du laminoir de la côte du Palais et de construire de nouveaux bâtiments à Valcartier. En novembre 1940, au moment même où l'Arsenal de Saint-Malo est inauguré, la Grande-Bretagne demande que la capacité de production de cet arsenal soit augmentée à 540 millions de cartouches. Finalement, l'Arsenal produira annuellement près de 480 millions de cartouches. Quoiqu'il soit important, le programme de construction et de modernisation des équipements n'aurait pas suffi à faire de cet Arsenal, entre 1940 et 1945, l'une des composantes les plus importantes du complexe militaro-industriel canadien et le principal employeur de la région de Québec.

En effet, sans la mise en place d'une organisation scientifique du travail, l'embauche et la formation de personnel supplémentaire, la production dans ses usines aurait perdu beaucoup de son

■
L'heure du dîner sur les plaines d'Abraham, vers 1920.
(Parcs Canada, CSQ,
Centre de documentation
SPC : 164/02/1C-131).





Des employés inspectent des douilles de cartouches de .303 dans le secteur de la production de l'usine de l'Arsenal fédéral à Saint-Malo, avril 1942. (Nicholas Morant/ONF Photothèque/BAC No. Nég. : e000760703).

efficacité. Ainsi, l'Arsenal de Lindsay envoyait sa production de capsules de cuivre aux arsenaux de la côte du Palais et de Saint-Malo. Ces derniers produisaient des munitions de petit calibre qui étaient chargées et assemblées à Val-Rose d'où il sortait chaque mois 80 millions de cartouches, soit à peu près 100 fois plus que pendant la guerre de 1914; on y faisait aussi le remplissage des douilles et des obus de gros calibre. Les munitions étaient finalement vérifiées par le Bureau d'inspection du Royaume-Uni et du Canada sur place à Val-Rose. Cette organisation scientifique du travail et la capacité de production accrue des arsenaux de Québec permirent à l'entreprise fédérale de produire, durant la Seconde Guerre mondiale, environ cinq fois plus que durant l'ensemble des années d'opération de l'Arsenal de la côte du Palais. Quant au personnel, pour la majorité de celui-ci, en raison de la normalisation des procédés de travail, sa tâche s'avérait donc routinière, et ce, dans tous les départements de production.

UNE CONTRIBUTION COLLECTIVE

En ce sens, la contribution de ces travailleurs à l'effort de guerre ne put être que collective. Et sur ce point, celle des travailleuses fut essentielle puisque celles-ci constitueront la majorité de son personnel. Ainsi, au plus fort des hostilités, en décembre 1943, l'effectif de l'Arsenal de Québec est de 12 718 personnes. De ce nombre, 1 671 besognent dans les installations de la côte du Palais; 4 159 dans celles de Val-Rose et 6 888 à Saint-Malo. Quant à la main-d'œuvre féminine, si elle représente 56 % de l'effectif, sa réparti-

tion entre les diverses composantes de l'Arsenal reflète encore le type de travail auquel elle est affectée. Ainsi, à l'Arsenal de la côte du Palais, où se trouve également le laminoir, la fonderie, la présence féminine est certes moins impressionnante (29,8 %) qu'à Saint-Malo (58,9 %) et Valcartier (62,3 %) où l'on fabrique non seulement les cartouches mais où on les charge, les assemble et les inspecte, mais elle est tout de même significative. Au-delà de leur nombre, en raison de la qualité de leur travail, maintes fois soulignée par leurs superviseurs, l'apport des femmes en vue d'atteindre les objectifs de production apparaît indispensable. Ainsi, selon un contremaître, c'est grâce au travail soigné des femmes que sa section a établi des records de production, et tant sur le plan de la qualité que de la quantité. Pour encadrer son personnel féminin, l'Arsenal n'hésitera pas à recourir à des femmes afin de superviser le travail des ouvrières. Fait à noter, cette façon de faire ne constitue pas une première pour cette entreprise gouvernementale. Plusieurs informatrices ayant travaillé aux ateliers situés sur les plaines d'Abraham, avant 1937, ont signalé la présence de contremaîtresses dans leurs rangs.

LA FIN D'UNE ÉPOQUE

Avec l'année 1944, on assiste à l'abolition de plus de 3 436 postes dans les trois arsenaux de la région de Québec. Si l'effectif masculin décline légèrement, celui des femmes est en chute libre, d'autant plus que le gouvernement canadien s'efforce de les ramener au foyer. Ce phénomène sera de plus en plus manifeste au fur et à mesure que les besoins en munitions s'estomperont. Ainsi, en avril 1945, 6 816 personnes travaillent encore à l'Arsenal fédéral de Québec dont 40 % sont des femmes. En août 1945, l'Arsenal de Québec n'emploie plus que 3 500 personnes, et en avril 1946, seulement 664 employés, dont 53 femmes apparaissent toujours sur les listes de paye de cette entreprise gouvernementale. Bref, au cours de la période observée, la présence des femmes s'est avérée essentielle à la bonne marche de l'Arsenal fédéral de Québec. En fait, sans elles, cette entreprise n'aurait pu produire toutes les munitions militaires nécessaires à l'approvisionnement des forces armées canadiennes, lors de deux conflits mondiaux. Plus encore, sans elles, le Canada n'aurait pu avec autant de célérité remplir les commandes militaires de ses alliés britanniques, voire américains, durant les deux grandes guerres mondiales du XX^e siècle. De sorte que même s'il est impossible d'établir avec exactitude le nombre de femmes œuvrant dans la fabrication de munitions militaires, il est manifeste que la main-d'œuvre féminine constitue un apport fondamental non seulement pour l'industrie des munitions proprement dite, mais aussi pour l'effort de guerre du Canada, et tant pour la Grande Guerre que la Seconde Guerre mondiale.



■
Groupe de travailleurs et de travailleuses de l'Arsenal de Québec devant l'atelier mécanique, secteur de la côte du Palais, 1942. (Parcs Canada, CSQ, Centre de documentation SPC : 164/01/IC-119).

À cet égard, la contribution des travailleuses de l'Arsenal fédéral à Québec est tout à fait représentative de la contribution des Canadiennes à l'industrie des munitions militaires, et, *de facto*, à l'effort de guerre du pays, justifiant ainsi que la commémoration des Travailleuses de l'industrie des munitions militaires au Canada se concrétise à Québec, sur le site du parc de l'Artillerie. Il englobe l'ensemble des bâtiments et des installations conservés de l'Arsenal fédéral du secteur de la côte du Palais. Qui plus est, c'est dans ce lieu que fut installée, à la suite de sa création en 1879, la Cartoucherie de Québec, la première cartoucherie d'État.

L'auteure remercie son collègue Alain Gelly, historien de l'Arsenal fédéral de Québec, et coauteur du rapport soumis à la Commission des lieux et monuments historique du Canada (2006-53) sur lequel repose cet article. ♣

■
Brigitte Violette est historienne à Parcs Canada.

Pour en savoir plus :

Serge Bernier et al. *Québec, ville militaire : 1608-2008*. Montréal, Art Global, 2008.

Aline C. Fontaine. *L'illégitimité et ses problèmes : étude de vingt cas de filles-mères secourues par le service social industriel des usines de Saint-Malo*. Université Laval, thèse de licence (service social), 1949.

Alain Gelly, « L'Arsenal fédéral de Québec 1933-1946 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. XX, n° 3, (février 1992), p. 97-108.

Alain Gelly, « Importance et incidence de l'industrie des munitions sur la structure industrielle de Québec, 1879-1946 », Université Laval, 1989.

Parcs Canada. *Les travailleurs de l'Arsenal de Québec, 1879-1964*. Ottawa, Ministère des Approvisionnements et services, 1980.

Sur la participation des femmes à l'effort de guerre :

Geneviève Auger et Raymonde Lamothe. *De la poêle à frire à la ligne de feu. La vie quotidienne des Québécoises pendant la guerre, '39-'45*. Montréal, Boréal, 1981.

Diane G. Forestell, « *The Necessity of Sacrifice for the Nation at War : Women's Labour Force Participation, 1939-1946* », *Histoire sociale/Social History*, XXII, 44 (novembre 1989), p. 333-347.

Musées nationaux du Canada, Musée national de l'Homme. *L'apport des Canadiennes en temps de guerre : une tradition ancienne*. Ottawa, 1984, 2 (n° 53).

Ceta Ramkhlawansingh, « *Women During the Great War* », dans *Women at Work 1850-1930*, Toronto, Women's Press Publications, 1974, p. 261-307.

Ruth Roach Pierson. *They're Still Women After All : The Second World War and Canadian Womanhood*. Toronto, McClelland and Stewart, 1986.

Joan Sangster, « *Mobilizing Women for War* », dans David MacKenzie. *Canada and the First World War : Essays in Honour of Robert Craig Brown*. Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 157-193.

Korie Street. *Bankers and Bomb Makers : Gender Ideology and Women's Paid Work in Banking and Munitions During the First World War in Canada*, thèse Ph. D (Histoire), Université de Victoria, 1990.